



CE QUE NOUS VOULONS, C'EST L'ÉGALITÉ

Non, pour les droits des femmes, la vie n'est pas un long fleuve tranquille. Comme d'habitude, en période de crise, ce sont nos droits qui sont les premiers remis en cause : attaques sous tous azimuts contre les ABCD de l'Égalité, campagnes de retrait de l'école contre une pseudo théorie du genre qui ferait florès, recul sur la PMA, volonté de certains députés de dérembourser l'avortement, critiques contre la suppression de l'état de détresse pour l'IVG, etc.

Ces forces réactionnaires prônent la « complémentarité des sexes » en vertu d'un supposé ordre naturel : maman met au monde les enfants, s'en occupe à la maison, assume l'ensemble des tâches ménagères, éventuellement va un peu travailler pour gagner un misérable salaire d'appoint. Papa est M. Gagnepain et garantit les revenus du foyer.

Ce qu'ils refusent dans le projet « ABCD de l'égalité », c'est la lutte contre les inégalités filles/garçons, l'explication que ces inégalités ne sont pas données à la naissance mais totalement construites par la société. Une conception de la famille vieille de plus de 50 ans, d'avant le MLF contemporain !

PARCE QUE CES FORCES SONT POUR UNE SOCIÉTÉ INÉGALITAIRE, IMMuable, OÙ CHACUN RESTE À SA PLACE. ET POUR LES FILLES, LES FEMMES, LA PORTION CONGRUE....

Ils sont rejoints idéologiquement par une extrême-droite nauséabonde, antisémite et raciste, qui relève la tête partout en Europe et qui se fait fort d'en finir avec les droits des femmes, des lesbiennes et des gays. La volonté de supprimer le droit à l'avortement en Espagne en est une illustration.

Le gouvernement capitulerait-il devant eux pour de sordides calculs électoraux ? : enterrement de la PMA, suppression du mot genre des circulaires, manuels et livres de l'Éducation Nationale, renvoi de la loi famille aux calendes grecques. Cependant, Jean Marc Ayrault prêche dès à présent une oreille attentive aux revendications des masculinistes sur la résidence alternée. Il veut donner satisfaction aux 10 hommes juchés sur des grues face aux milliers de femmes divorcées et/ou victimes de violences conjugales.

Où sont les convictions de cette gauche-là ?

Le gouvernement s'allie au Medef avec son Pacte de responsabilité, cadeau fait au patronat. Sa politique économique et sociale contribue à éroder encore un peu plus les droits des femmes. La réforme sur les retraites, en allongeant les cotisations à 43 ans, crée les conditions pour que le nombre de femmes partant avec des pensions incomplètes augmente dans des proportions considérables. La loi relative à la sécurisation de l'emploi de juin 2013, censée encadrer le temps partiel, va pouvoir être contournée par des accords de branche et 8 dérogations par an. La loi égalité femmes/hommes, censée quasiment « solder » le dossier égalité femmes/hommes, encore en discussion au Parlement, ne prévoit pour combattre la précarité qu'un renforcement d'une loi existant déjà sur le recouvrement des pensions alimentaires non payées, et seulement en « expérimentation » dans quelques départements ! Rien n'est prévu pour revaloriser les bas salaires, ni pour étendre aux entreprises de moins de 50 salariéEs, où se concentre la précarité des femmes, les mesures existantes, appliquées de façon fort contrastée.

Enfin, il n'est jamais question d'abroger la loi Hôpital Patients Santé Territoire qui démantèle l'hôpital public provoquant déjà la fermeture de plus de 1000 maternités avec plus de 160 centres IVG, mettant de fait en péril l'accès à l'avortement.

ON NE FAIT PAS BARRAGE À L'EXTRÊME-DROITE EN REculANT FACE À ELLE, MAIS EN INSTAURANT LA JUSTICE SOCIALE ET EN MARCHANT D'UN PAS AFFIRMÉ VERS L'ÉGALITÉ ET LE PROGRÈS SOCIAL.

NOUS FÉMINISTES APPELONS A LA MOBILISATION ET A LA RÉSISTANCE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE .

NOUS FÉMINISTES D'AUJOURD'HUI NOUS NE NOUS BATTONS PAS DEPUIS PLUS DE 40 ANS POUR RETOURNER À NOS CASSEROLES ET NOS TORCHONS.

LE TORCHON POURRAIT BRÛLER DE NOUVEAU !

Ce que nous voulons :

POUR LE DROIT A DISPOSER DE NOTRE CORPS :

DES centres d'Ivg dans tous les hôpitaux avec le choix de la méthode et un personnel dédié
L'Abrogation de la loi HPST et de la tarification à l'activité

La PMA pour toutes les femmes, non à la GPA

Une loi-cadre contre les violences faites aux femmes comprenant une éducation non sexiste et non lesbo-homophobe à tous les stades de la scolarité

POUR NOTRE AUTONOMIE FINANCIÈRE ET SOCIALE :

La revalorisation des bas salaires, la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs professionnels féminisés

L'abrogation de la loi de juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi

Un véritable service public de la petite enfance et des personnes dépendantes.

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS :

Le droit de vote pour les étrangères et étrangers.

Un statut autonome pour les femmes étrangères.

La régularisation de tous les sans papiers

Le droit d'asile pour les femmes persécutées pour fait de sexisme et de lesbophobie

TOUTES ET TOUS LE SAMEDI 8 MARS

15 h 30 VIEUX PORT - MARSEILLE